



Éloi Machoro (1946-1985). Recherche d'anthropologie politique sur une trajectoire

Hamid Mokaddem



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6936>

DOI : 10.4000/jso.6936

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 181-194

ISBN : 978-2-85430-035-2

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Hamid Mokaddem, « Éloi Machoro (1946-1985). Recherche d'anthropologie politique sur une trajectoire », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 136-137 | 2013, mis en ligne le 14 novembre 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6936> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.6936>



Journal de la société des océanistes est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Éloi Machoro (1946-1985). Recherche d'anthropologie politique sur une trajectoire¹

par

Hamid MOKADDEM*

RÉSUMÉ

L'analyse proposée étudie la trajectoire d'un leader politique kanak correspondant à une séquence d'histoire contemporaine de la Nouvelle-Calédonie. Je propose de coupler exercice ethnographique et histoire du présent pour comprendre la constitution politique du peuple kanak à travers les actions et discours d'Éloi Machoro.

MOTS-CLÉS : trajectoire, Kanaky, Nouvelle-Calédonie, peuple kanak, peuple calédonien, révolution, action, discours

ABSTRACT

I propose to analyse a trajectory of a Kanak leader during the period of Kanak Revolution in 1980's in New Caledonia. I use ethnography and history to understand the political constitution of Kanak People through the actions and speeches of Éloi Machoro.

KEYWORDS: trajectory, Kanaky, New Caledonia, Kanak people, Caledonian people, revolution, action, speech



PHOTO 1. – Portrait d'Éloi Machoro sur un abribus à Hienghène fait par Benjamin Dahite alors qu'il occupait le barrage routier dressé en 1984-1985 (cliché de l'auteur en 1990)

« [...] il ne s'agirait pas de retracer la biographie générale et exemplaire de l'homme révolutionnaire ou de trouver l'enracinement de son projet ; mais de montrer comment se sont formés une pratique discursive et un savoir révolutionnaire qui s'investissent dans des comportements et des stratégies, qui donnent lieu à une théorie de la société et qui opèrent l'interférence et la mutuelle transformation des uns et des autres. » (Foucault, 1969 : 264)

« Le discours révolutionnaire, quand il prend la forme d'une critique de la société existante, joue le rôle de discours parrésiasique. » (Foucault, 2009 : 169)

1. Avant sa forme définitive, ce texte a fait l'objet de plusieurs interventions : aux deux colloques organisés à Nouméa par l'association Corail (Centre pour l'Océanie des recherches des arts et des idées et des littératures) respectivement en 2009 par G. Pestana et en 2011 par V. Fillol et P.-Y. Lemeur, et lors d'une participation à un atelier de la PHA (Pacific History Association) organisé par A. Muckle à l'Université de Wellington en décembre 2011. Ces trois interventions orales ont donné lieu à des remarques critiques (de P. Godin, R. Mapou et de collègues océaniques, américains, australiens et néo-zélandais) que j'ai prises en considération. I. Leblac a ensuite fait des lectures critiques considérables dont j'ai tenu compte dans la mesure du possible. Les conversations informelles avec J. Violette et F. Burck m'ont aussi été utiles.

* Anthropologue, CNEP/UNC (Centre des nouvelles études du Pacifique de l'Université de la Nouvelle-Calédonie), mokaddemhamid@gmail.com

Les terrains minés en « Kanaky/N^{lle}-Calédonie »

Effectuant mes recherches en « Kanaky/Nouvelle-Calédonie » – j'expliquerai tout de suite le sens hybride de ces deux noms propres –, le recours à la première personne du singulier plutôt qu'à l'usage convenu du « nous » universitaire s'avère être un impératif. Le lieu (terrains des enquêtes et des recherches) est celui d'un espace politique en cours de constitution. J'entends « constitution » dans les trois sens respectifs de *politique* (une souveraineté nationale suspendue, non encore constituée, par des accords économiques et politiques), de *juridique* (la Nouvelle-Calédonie est le nom de la collectivité d'outremer *sui generis* de la République française) et d'*anthropologique* (outre le « peuple calédonien » constitué par le statut juridique de citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, il existe des peuples composant un « peuple multinational »). L'espace dénommé « Kanaky/Nouvelle-Calédonie » est travaillé de l'intérieur par des logiques de composition/décomposition/recomposition mobilisées *par* et *autour* des conflits d'intérêts². Ce « nous communautaire » est surdéterminé par la puissance d'enracinement au lieu (foncier), au nom (le pays) et à l'histoire (la durée). Le recours, à tout bout de champ, à un « nous communautaire » oblige l'enquêteur à clarifier sa position vis-à-vis de ces « nous pluriels », désignant pour l'essentiel mais pas exclusivement, le « peuple kanak » et le « peuple calédonien »³. L'exercice du « je » est véritablement un exercice du sujet, à savoir un essai de clarification de son rapport à soi et aux autres. Les obligations sociales d'intégrer un groupe (le « nous communautaire ») fonctionnent avec les mêmes logiques classificatoires des parentés et/ou des catégories politiques d'amis/ennemis étudiées par Carl Schmitt et reprises par Mao Tsé Toung. Il me semble que ces processus d'identifications correspondent aux jeux des placements des groupes dans l'espace politique. Une des conséquences est que tout chercheur fait, un jour ou l'autre, l'objet de suspicions, de récupérations et/ou de transferts et contre-transferts. Les dessous

des cartes ne sont jamais évidents à comprendre tant ceux-ci renvoient à des histoires localisées⁴. Publier en « Kanaky/Nouvelle-Calédonie », c'est composer avec des rapports sociaux sous-tendus par une pression « insulaire » et « politique »⁵. La proximité ne facilite pas une recherche voulant se dissocier des compromissions. L'exiguïté des relations de parenté et la contiguïté des rapports sociaux ont forcément des incidences sur les recherches effectuées⁶. Il est impossible au chercheur d'écrire, de publier, ou de prendre la parole en public, sans subir les conséquences d'être inquiet ou de faire l'objet de pressions. Ces risques sont d'autant plus réels s'agissant d'analyses questionnant le présent (Leblic, 1999). Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, la question du choix du nom de pays, « Kanaky » et/ou « Nouvelle-Calédonie », intensifie la tension politique. Elle réactive le devenir incertain du « Pays » et inquiète les peuples concernés. En effet, derrière le choix du nom de pays, se joue le devenir de la souveraineté. « Kanaky » nomme la souveraineté revendiquée par une majeure partie du peuple kanak incompatible (ou perçue comme tel) avec « Nouvelle-Calédonie », nom anglais francisé, que tient à conserver l'ensemble des autres communautés « ethniques ». (Une infime partie du peuple kanak « anti-indépendantiste » se considère être une communauté composant, avec les autres communautés, le « peuple calédonien »).

Ce contexte – l'espace politique en cours de constitution – explique les orientations et les sens des investigations que j'ai commencé d'entreprendre depuis 1989. Il s'agit *pour moi* de voir et de savoir comment les « communautés/peuples » se composent pour constituer l'espace de « Kanaky/Nouvelle-Calédonie » ; comment, par exemple, les transportés et migrants d'hier se convertissent en communautés se plaçant dans l'espace politique en cours de constitution (Mokaddem, 2010).

L'étude de la trajectoire d'Éloi Machoro, un des leaders les plus charismatiques contemporain de la montée en puissance du nationalisme kanak, s'inscrit dans ces recherches. Il s'agit de décrire et d'analyser la généalogie du concept de peuple kanak⁷. Il s'avère que depuis 1998, date

2. Ces logiques constitutives de l'espace politique de « Kanaky/Nouvelle-Calédonie » ont été l'objet exclusif d'une thèse d'anthropologie politique que j'ai soutenue à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales) de Paris le 22 janvier 2010 : *Anthropologie politique de la Nouvelle-Calédonie contemporaine. Constitution et médiation des espaces publics insulaires*.

3. À l'intérieur de chaque peuple, des sous-groupes peuvent se former pour des raisons stratégiques propres. Par exemple, pour le peuple kanak, il existe des divisions internes territoriales, foncières, économiques et politiques. Au sein du peuple calédonien, des catégories « ethniques » se constituent pour marquer leur propre singularité et identité. J'avais effectué des enquêtes à Bourail, fief principal où s'enracine la communauté dite des « Arabes » de Nouvelle-Calédonie par laquelle se joue une démarcation d'ordre stratégique recourant à la légitimité d'une histoire (Mokaddem, 2010).

4. Un échantillon, sur le terrain de Houailou au centre nord-est de l'archipel, est étudié de manière approfondie et détaillée par Michel Naepels (1998) et également par Isabelle Leblic sur d'autres terrains (2010).

5. Publier au sens conféré par Kant (et non par Lacan de « poubelliser ») qui est de s'adresser de manière élargie à un public pour diffuser et transmettre des recherches en vue de sortir de l'état de minorité.

6. Sur les problèmes de parenté et de conflit sur le terrain, voir Leblic (2004 : 319-350, 2010).

7. J'ai effectué une série de travaux et de publications sur les trajectoires de Jean-Marie Tjibaou, Roch Déo Pidjot, Raphaël Pidjot et d'Éloi Machoro et j'ai contribué à l'édition technique et scientifique du récit documenté de François Burck, un des compagnons proches d'Éloi Machoro (Mokaddem, 2005 ; 2011 ; Burck, 2012). NDLR. – Voir le compte rendu de Burck *supra*, pp. x-x.

de la mise en place de l'accord de Nouméa, une portion du peuple kanak mobilise le concept de « peuple autochtone » pour revendiquer des droits collectifs et bénéficier des plus-values des usines de transformation de minerai de nickel. Je crois que ces types de recherches peuvent contribuer à clarifier en partie le télescopage entre les concepts de « peuple kanak » et de « peuple autochtone » (Bellier, 2012 ; Salaün, 2013).

Conversion de l'ethnie en peuple

Je voudrais reprendre deux hypothèses de travail qu'on lit dans les travaux de Michel Foucault – l'une émise en 1969 sur la possibilité de soumettre le savoir politique à une analyse de type archéologique et l'autre en 1984, énoncée sous forme de « promenade, excursus, errance » sur la catégorie morale de cynisme à travers la culture occidentale. La première hypothèse évoquait l'articulation entre une pratique discursive et une théorie révolutionnaire de la société et la seconde, la manière d'être ou le style de vie révolutionnaire (Foucault, 1969 : 264 et 2009 : 169-171). L'analyse que je propose s'inscrit dans le sillage de ces deux hypothèses pour étudier et décrire comment un parcours politique se convertit en une trajectoire nationale du peuple kanak. J'essaie de mettre à jour les relations compliquées entre « dire-vrai révolutionnaire » et « théorie de la société » en expliquant comment un acteur a réussi à faire monter en puissance le mouvement révolutionnaire en contribuant par ses actions, ses discours et son implication physique jusqu'au sacrifice de sa vie, au mouvement de transformation des ethnies « canaques » en peuple « kanak ». Pour ce faire, je mets en rapport deux axes difficiles à maintenir ensemble : l'histoire du présent (au sens d'un anachronisme réglé) et une anthropologie du politique (au sens d'une analyse anthropologique en partant du point de vue des acteurs ou agents).

Pourquoi revenir sur une période révolue classifiée d'événements ? Aujourd'hui, le paradigme des actions politiques change en fonction d'une autre séquence d'événements. Les militants nationalistes kanak sont passés des barrages routiers aux négociations pour intégrer et gérer des institutions. On doit remarquer que les actions d'aujourd'hui mémorisent les actions révolutionnaires d'hier. La mémoire collective parle des « événements » comme une période inquiétante de « guerre civile ». Je crois qu'une des raisons de ces inquiétudes

est de dissimuler cette vérité : c'est à partir d'une séquence courte (1984-1985) que s'est constitué le concept de peuple kanak obligeant l'ensemble des autres communautés à considérer son propre devenir. C'est dans cette séquence d'événements brève et intense que s'est opérée la transformation de l'ethnie « mélanésienne » en peuple « kanak ». L'archéologie a montré comment les groupes austronésiens à partir d'une longue durée (4 000 ans) sont devenus les groupes mélanésiens (Sand, 2010). Il est possible de dire qu'à partir d'une accélération de l'histoire contemporaine, les groupes autochtones mélanésiens se sont constitués en peuple national revendiquant la souveraineté de Kanaky. La trajectoire d'Éloi Machoro, au même titre que celle de Jean-Marie Tjibaou ou d'autres acteurs kanak, correspond à celle du peuple kanak (Mokaddem, 2005, 2011). Pour toutes ces raisons, je décide de focaliser l'analyse sur la conversion du parcours en trajectoire nationale à partir de cette séquence d'événements. Je différencie les deux catégories de « parcours » et de « trajectoire » pour mieux discerner les modalités des vecteurs (orientations) et les intensités (accélération d'une courbe de vie) des devenirs et conversions (ethnies en peuple) d'une trajectoire singulière (Leblic, 1993, 2007 ; Wittersheim, 2006 ; Waddell, 2008 ; Trépied, 2010).

Parcours

Éloi Machoro est né le 19 janvier 1946 à la tribu de Nakéty de Canala (centre sud-est de l'archipel de la Nouvelle-Calédonie), d'un père originaire de Lifou (une des trois îles Loyauté), catéchiste et élève du prêtre mariste François Luneau – fondateur du séminaire de Nakéty et en 1946 de l'UICALO (Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre)⁸. Sa mère, Bernadette Mero, fait partie d'un clan des chefferies. Avant-dernier d'une famille de huit enfants (quatre garçons et quatre filles), il reçoit une formation religieuse au petit séminaire de Saint Tarcissius à Canala puis à Saint-Léon à Païta, commune du Grand Nouméa (Coulon, 1985 : 35). Dans l'histoire politique, on constate que le mouvement de libération kanak est fortement imprégné de pensée chrétienne (Burck, 2012 : 134). Éloi Machoro passe son premier baccalauréat à Saint-Léon de Païta puis au lycée Lapérouse de Nouméa. En 1966, il avait la réputation d'être un garçon brillant qui travaillait au Trésor public que ses collègues de travail surnommaient le

8. Les matériaux de mes enquêtes proviennent d'entretiens faits en 2011 dans la région de Canala avec Louis Machoro, frère d'Éloi Machoro, Gaëton Dohouade, un des militants proche d'Éloi Machoro, Louise Takamatsu, l'auteur de la célèbre photographie prise le 18 novembre 1984, du récit de François Burck et des documents d'archives (lettres, discours des congrès politiques, témoignages, photographies, archives audiovisuelles, etc.) ; Burck (2012) ; Dohouade, (2011) ; Éloi Machoro (voir les entrées des références dans la bibliographie) ; Mokaddem (2005, 2011).

« chouchou du patron », le Trésorier payeur général Gilbert Zaksas qui l'avait poussé à suivre les cours de licence de droit (Burck, 2012 : 29). Ce même haut fonctionnaire avait repéré Jean-Marie Tjibaou le rapprochant plus tard de Jacques Lafleur (Missotte, 2005 ; Kotra, 2009 : 51-52). Il travaille au service du Trésor pendant deux années puis est maçon dans une entreprise de construction à Nouméa et à Bourail, gardien et chauffeur de station d'élevage d'un petit mineur de Pouémbout et en 1975 instituteur à l'école publique de Canala. Il anime avec François Burck un groupe de jeunes (Coulon, 1985 : 35 ; Burck, 2012 : 30). Marc Coulon précise que ce parcours lui avait permis de communiquer avec le peuple :

« avant d'être instituteur, il travaille plusieurs années avec les mineurs, les ouvriers des chantiers, les éleveurs... De là viendra peut-être qu'il sera un des élus kanak les plus aptes à discuter, non seulement avec le peuple paysan, mais aussi avec les travailleurs urbains et industriels. » (Coulon, 1985 : 35)

Suite au xv^e congrès de l'UC, tenu à Bourail en juin 1977, il devient membre du bureau politique puis élu conseiller de l'Assemblée territoriale. Après l'Union multiraciale de Yann Célené Uregei en 1975, le PALIKA (Parti de libération nationale kanak) en 1976, l'UC de parti autonomiste calédonien devient un parti indépendantiste kanak. Les non-Kanak, à l'exception d'un très petit nombre, démissionnent de l'UC pour rejoindre le RPC (Rassemblement pour la Calédonie) de Jacques Lafleur créé en 1977 ou composer avec Jean-Pierre Taïeb Aïfa, ancien secrétaire général de l'UC, un parti calédonien, la Nouvelle société calédonienne puis la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNSC) en 1978 (Leblic, 1993 ; Aïfa, 2005 : entretien à Bourail ; Poigoune, 2003 : entretien à Touho).

De 1977 à 1984, Éloi Machoro poursuit une carrière politique professionnelle. Il démissionne de son mandat de conseiller à l'Assemblée territoriale avec les élus du Front indépendantiste (FI), créé en 1981 grâce au travail militant de Pierre Declercq (Burck, 2012 : 45-46). Le FI est dissout pour faire place au FLNKS créé à la date symbolique du 24 septembre 1984. Au congrès de l'UC tenu du premier au quatre novembre 1984 à Touho, Éloi Machoro expliquait que le FLNKS avait été créé contre le statut de Georges Lemoine (« Discours d'ouverture du xv^e congrès de l'UC à Touho du 1^{er} novembre 1984 », in Mokadem, 2011 : 144)⁹. Marc Coulon relate les circonstances ainsi :

« Machoro revient ulcéré de Paris, où il n'y avait pas plus de neuf députés dans l'hémicycle pour débattre du

statut Lemoine qui engage l'avenir du peuple kanak ; on pressent qu'il faut à la place élargir et relancer la dynamique populaire, après deux ans de délégation de la cause au gouvernement d'entente. Ce n'est pas le rôle de Jean-Marie Tjibaou d'assurer cette relance ou cette relève (il est le président du mouvement et du Territoire), ce n'est pas non plus son charisme. Il faut un militant, et c'est Éloi Machoro. Celui-ci va multiplier les contacts, les réunions, les interventions, assurant une présence sur tous les fronts, sur tous les terrains, pour insuffler une nouvelle phase qui apparaît de plus en plus nécessaire ne serait-ce que pour voler au secours de son gouvernement qui s'essouffle, puis surtout, pour contrer ce statut Lemoine qui menace¹⁰. »

À partir du 18 novembre 1984, le parcours politique d'Éloi Machoro se convertit en une trajectoire révolutionnaire.

Scansion de la trajectoire : 18 novembre 1984/12 janvier 1985

Machoro décide de rehausser l'action du boycott des élections territoriales du 18 novembre 1984 vers un niveau national et international. La trajectoire correspond à une scansion historique. Conjuguant anticipation politique et conscience historique, Éloi Machoro écrit une lettre la veille de la journée du 18 novembre 1984 – journée qu'il décide de transformer en moment historique. La lettre est adressée « à François Burck et à l'intention de toute l'UC et aux responsables de ce Parti ». Datée et située de manière très précise, « le 17 novembre 1984 à 23h55 à Nakéty », la lettre fut remise à son destinataire par Françoise Machoro, sœur d'Éloi Machoro, longtemps après le 12 janvier 1985, date où furent tués Éloi Machoro et Marcel Nonnaro par les tireurs d'élite du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Je cite l'intégralité de ce texte :

« Nakéty, le 17/11/84 à 23h55

F. Burck (à l'intention de toute l'UC et à vous responsable de ce Parti)

Demain, la journée sera rude pour tout le peuple kanak. Le boycott actif des élections prôné par ceux qui sont conscients que la survie du peuple kanak se jouera demain réussira ou ne réussira pas. S'il réussit, le gouvernement a tous les moyens à sa disposition pour présenter cela comme un échec.

Sur le plan national, les métropolitains ont d'autres problèmes et ils ne nous connaissent pas. Sur le plan international, avec les Pays du Pacifique et les pays capitalistes ils ont les moyens pour minimiser nos actions notamment en évoquant notre caractère minoritaire et en grossissant la valeur des Kanak présents sur les listes électorales. Il faut donc quelque chose de plus que le boycott actif.

9. Ce discours important est également reproduit en « Document 7 » du livre de François Burck (2012 : 138-149). On y trouve les photographies des congressistes et orateurs de ce congrès.

10. Une autre appréciation du gouvernement « Tjibaou » est exposée par Barbançon (2008).



PHOTO 2. – Abribus à Poindimié représentant Ataï et Machoro, peinture de Élia Aramoto faite en 1990. On remarquera que le peintre met sur le même plan Ataï et Machoro (cliché de l'auteur, 1990)

Les prisonniers de Koindé sont encore en taule et ils vont continuer de croupir si l'on [n']assimile pas d'une façon concrète leur lutte pour la survie du peuple kanak.

D'une façon ou d'une autre, ceux qui ont signé le mot d'ordre du boycott actif des élections paieront après les élections ou pendant la journée de demain.

Je ne veux pas être incarcéré pour de rien et, demain je prendrai une part très active à l'action qui sera menée dans la mairie de Canala.

Ce sera à vous d'exploiter le plus possible la suite des événements pour notre lutte, pour faire comprendre aux gens (Kanak) la gravité de la situation pour le peuple, le combat politique des gens de Koindé-Ouipoin. Je te fais confiance. Le Combat ne doit pas cesser faute de leaders ou faute de combattants. » (Archives François Burck ; publiée in Mokaddem, 2011 : 155-158 ; aussi in Burck, 2012 : 150-151 avec la reproduction de l'original)

La dernière phrase, « Le Combat ne doit pas cesser faute de leaders ou faute de combattants », est devenue un mot d'ordre célèbre au niveau de la mémoire collective kanak. La détermination d'Éloi Machoro est proportionnelle à la gravité de la situation (ou considérée par lui comme étant une situation grave). Pour faire prendre conscience aux gens (les autres Kanak) que ce qui se joue est

la « lutte pour la survie du peuple kanak », l'action du boycott est estimée insuffisante. Qu'est-ce qui permettait à Éloi Machoro d'estimer que l'action du boycott actif allait être insuffisante et de soutenir « qu'il faut quelque chose de plus » ?

Il y a dans la trajectoire une mémorisation de l'expérience institutionnelle (Assemblée territoriale, Assemblée nationale, ONU) couplée avec l'expérience militante. Éloi Machoro était un des acteurs principaux des manifestations organisées dans les rues de Nouméa lors des années quatre-vingt. Il était présent et invité à la création en décembre 1981 du premier syndicat kanak, l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités (USTKE)¹¹.

En 1981, contre l'assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'UC, il organise avec les militants de la région de Canala un des premiers barrages routiers. Au sein de l'unique institution délibérante de la Nouvelle-Calédonie, conseiller de l'Assemblée territoriale, au nom du FI, il défend les dossiers sur la fiscalité et la redistribution des finances publiques mais fait la rude épreuve du verrouillage institutionnel et de l'obstruction des dossiers par une majorité d'élus anti-indépendantistes¹². Le 4 juillet 1984, il précise dans

11. L'USTKE est le premier syndicat kanak, après le syndicat des travailleurs et des enseignants (STE), créé par Paul Néaoutyne et Élie Poigoune, tous deux principaux protagonistes de ce qui allait devenir le Palika (Parti de libération kanak).

12. Éloi Machoro possédait une hache ou « tamio » (en français local) qu'il utilisait de manière symbolique lors de ce premier barrage routier coupant les flux commerciaux et économiques. Ce tamio en possession de François Burck sert de modèle pour la reproduction plastique faite par Miriam Schwamm (Burck, 2012 : 82).

une interview télévisée que n'ayant pas la majorité au sein de l'Assemblée territoriale, institution « sous la tutelle de l'État colonial », le FI a les « mains liées » et ajoute que Pierre Declercq a été assassiné parce qu'il avait contribué à la mise en place de l'indépendance kanak au sein de l'Assemblée territoriale (Machoro, « Bilan Assemblée territoriale Machoro du 4 juillet 1984 », interview de 16 min 32 avec un journaliste de *Radio France outre-mer*, Archives audiovisuelles de RFO, Nouméa, Nouvelle-Calédonie). Le 31 juillet 1984, il assiste, médusé, à l'Assemblée nationale à Paris à une « caricature » de démocratie lors des discussions du vote de la loi du statut Lemoine (Dommel, 1993 : 44). Neuf députés présents votèrent pour leurs collègues absents montrant leur indifférence pour le dossier calédonien. Les amendements du FI, exprimés par la « bouche du député Roch Pidjot », sont rejetés et classés « inconstitutionnels » (Pidjot, « Discours prononcé à l'Assemblée nationale du 31 juillet 1984 », in Mokaddem, 2011 : 133 ; et lettre du 30 mai 1984 d'Éloi Machoro à François Burck in Burck, 2012 : 128-129)¹³. La déclaration du congrès de Nainville-les-Roches, non signée par Jacques Lafleur, par conséquent non signée par le RPCR, avait acté deux principes : « le droit inné et actif à l'indépendance » et « le corps électoral restreint au peuple kanak et aux victimes de l'histoire ». Le statut Lemoine revient sur ces deux principes. Les propositions d'amendement de la loi par le député Roch Déo Pidjot sont purement et simplement ignorées¹⁴. Il aura fallu la loi constitutionnelle de juillet 2009 pour que la question du corps électoral restreint aux citoyens de la Nouvelle-Calédonie trouve une solution¹⁵. On peut dire que la « mémorisation institutionnelle » et l'« expérience militante » structurent et orientent la décision politique d'Éloi Machoro.

Ce n'est pas tout. Éloi Machoro fait un pas supplémentaire. Il déplace les frontières entre « droit commun » et « droit politique » instituées par l'ordre et la légalité républicains et associe le sort des militants de Koindé-Ouipoin, considérés comme des prisonniers de droit commun, au mouvement national et politique du peuple kanak. Les gens de la tribu avaient défendu leurs droits contre l'opération des gardes mobiles venus récupérer avec des moyens disproportionnés les engins confisqués d'un entrepreneur forestier.

Ils exigeaient réparations et dédommagements suite aux destructions et pollutions des « creeks » occasionnées par l'exploitation capitaliste des forêts sans aucun souci du développement durable et des devenir des populations autochtones. Éloi Machoro, en tant que secrétaire général de l'UC, avait proposé au Haut-commissaire de la République que les Gens de Koindé Ouipoin gèrent la production par la création d'un Groupe d'intérêt économique (« Lettre du 15 janvier 1983 adressée à Jacques Roynette, haut-commissaire de la République », Archives de l'Union calédonienne, in Burck, 2012 : 123-126)¹⁶. L'État refusait la proposition en prenant fait et cause pour l'entrepreneur mobilisant la force armée pour régler le contentieux. L'affaire s'était soldée par deux morts parmi les forces de l'ordre venues récupérer les engins confisqués, une dizaine de blessés et une dizaine d'arrestations « privant ainsi des familles dépourvues de forces vives » (*idem* : 124). Éloi Machoro voulait que le sort des prisonniers « oubliés » de Koindé Ouipoin ne soit pas dissocié du destin du peuple kanak (*idem* : 124). Pour lui, il fallait le faire par une action plus marquée que le boycott actif des élections territoriales organisées par le statut Lemoine. Le 18 novembre 1984, il brise l'urne électorale à coups de hache se faisant délibérément prendre en photographie. Les circonstances de la photographie m'ont été racontées par les acteurs et témoins directs de l'événement (Dohouade et Takamatsu, 2011 : entretiens à Canala, et photographies de Louise Takamatsu in Burck, 2012 : 158)¹⁷. La participation, en apparence passive, du maire de Canala Maximilien Karembeu (oncle paternel du célèbre footballeur) explique la réussite de la performance. J'ai recoupé par des entretiens ethnographiques les différents points de vue pour resituer l'action d'Éloi Machoro et la photographie de Louise Takamatsu devenue surmédiatisée (Dohouade, Machoro Louis et Takamatsu, 2011 : entretiens à Canala ; Mokaddem, 2011). En 1988, Jean-Paul Besset revient sur ce geste en mettant l'accent sur sa dimension internationale :

« Adeptes courageux de l'action symbolique et de la mise en scène, il a "lancé" le FLNKS sur l'orbite internationale. Contrairement à ce qu'on croit, il agissait plus en modérateur et négociateur qu'en chef de guerre. L'urne qu'il a brisée à Thio [sic] reste un des actes ma-

13. Daniel Dommel, présent à la séance, décrit la caricature de démocratie dont une des conséquences fut la décision du boycott actif du statut « Lemoine » le 18 novembre 1984 (Dommel, 1993).

14. Jacques Violette, militant du PSC (Parti socialiste calédonien) devenu PSK (Parti socialiste en Kanaky) m'a fait part de son témoignage faisant partie de la délégation du FI ayant accompagné le député Roch Déo Pidjot. Les amendements travaillés par la délégation du FI et proposés à l'Assemblée nationale par Roch Déo Pidjot furent rejetés par le vote de l'Assemblée nationale (Mokaddem, 2005 : 41-43).

15. L'accord de Nouméa, garanti par la Constitution, se fonde sur un transfert évolutif de la souveraineté et la création d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie limitant le corps électoral aux citoyens nationaux français ayant une durée de dix années sur le territoire avant 1998. La citoyenneté peut se transformer sous certaines conditions juridiques en nationalité du pays.

16. Jacques Roynette revient sur ce point s'estimant s'être fait piéger (Roynette, 2008).

17. Voir ci-dessous, les deux photographies (3 et 4) de Machoro brisant l'urne.

jeux de la transgression de l'ordre colonial. Son assassinat est à mesure de celle-ci¹⁸. » (Besset, 1988 : 166)

L'analyse de Jean-Paul Besset, alors journaliste couvrant le dossier calédonien, recoupe l'évaluation politique d'Éloi Machoro. Ce dernier considérerait nécessaire de conférer au mouvement une envergure nationale et internationale pour faire reconnaître aux yeux de la planète la situation minoritaire du peuple kanak au point de vue démographique et démocratique. On doit expliquer ce point et je dois revenir sur l'expression de « survie du peuple kanak ».

On pourrait croire que la violence des propos tenus soit imputable à une rhétorique militante exagérant la situation. Au passage, on peut se demander si la violence contenue de l'action révolutionnaire de Machoro est en rapport avec celle d'une guerre conjurée décrite et analysée tout récemment (Naepels, 2013). Les propos de « survie du peuple kanak » et de « destruction du peuple kanak » ne sont pas propres à Éloi Machoro. Les figures de style, qu'on pourrait croire être de l'ordre d'une mise en scène théâtralisée digne d'un psychodrame, sont à mettre en relation avec le mot d'ordre d'une des commissions de travail du congrès de l'UC tenu à Touho, déjà mentionné, du premier au quatre novembre 1984 : « Statut Lemoine, processus irréversible pour la destruction du peuple kanak ». Il s'agissait de contrer le statut Lemoine mais aussi de construire une société à partir d'actions révolutionnaires. Les militants percevaient que ce nième statut perpétuait des mesures technocratiques de l'État minorant le peuple kanak voulant le transformer en une « communauté ethnique » parmi l'ensemble des autres communautés dans la continuité d'« une opération de peuplement outre-mer » (Messmer, 1972 in Coulon, 1985 : 231)¹⁹. Alban Bensa rapporte une image percutante d'Éloi Machoro dénonçant cette situation, dans une interview juste après l'affaire de Koindé Ouipouin :

« Dans le système colonial, nous ne voulons pas être quelques petits pois perdus dans un potage. » (Machoro in Bensa, 1985, repris in 1995 : 147)

La formule de « destruction de peuple kanak » est un énoncé performatif construit par les militants lors du congrès politique de l'Union calé-

donienne. Ce performatif fut repris en avril-mai 1988 par les militants nationalistes d'Ouvéa. Chanel Kapoeri et Alphonse Dianou, les deux principaux leaders des deux sections de commandos ayant pris en otages les gendarmes à Ouvéa, reprenaient ce mot d'ordre pour légitimer leur action en calquant leur modèle d'action sur celui d'Éloi Machoro (Kapoeri, 1989). J'insiste sur ce point : l'action pratique et militante va de pair avec le discours politique kanak. Il s'agissait alors de construire une société en tenant compte du peuple kanak et de ses systèmes de besoin et de pensée. Il suffit pour être convaincu de lire l'intégralité du discours d'ouverture du congrès prononcé par Éloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne, dont je ne cite que le tout début :

« Notre premier objectif, c'est d'obtenir le pouvoir politique. C'est le travail de la commission animée par Christian Burck. Le deuxième objectif, c'est d'arrêter des propositions concrètes à réaliser. Nous nous battons pour avoir, pour arracher le pouvoir politique, mais dès que nous l'aurons, qu'en ferons-nous ? C'est le travail des autres commissions : Relations extérieures avec Yéiwéné, Constitution avec Lenormand, Plan de Développement avec Cortot, la Monnaie avec Tjibaou. Il faut élaborer des propositions précises que nous appliquerons dès que nous aurons le pouvoir politique. Le troisième objectif de ce congrès, c'est de proposer les grands principes pour les orientations de la société future du pays kanak indépendant. » (« Discours d'ouverture du xv^e congrès de l'UC à Touho du 1^{er} novembre 1984 », in Burck, 2012 : 138)²⁰

Je dois ajouter quelques précisions sur le style ou la manière de dire et de faire d'Éloi Machoro en reprenant ce que Foucault désignait par discours « parrésiasique²¹ » ou « dire-vrai » (Foucault, 2009). La concision des énoncés performatifs est celle du franc-parler ou de la « *parrèsia* », un discours prescriptif et direct (symétrique inverse du discours sinueux et flagorneur) exprimé pour modifier la conduite. Ce type de discours veut être à hauteur d'un moment qualifié de grave. La densité et l'intensité du moment, où se joue « le sort du peuple kanak », obligent l'auteur à être et à devenir acteur d'une pratique inscrite dans un mouvement considéré comme celui de la marche de tout un peuple. Les énoncés perfor-

18. Il y a une erreur. Il ne s'agit pas de la mairie de Thio mais de Canala. Thio est le village minier situé à côté de Canala qui subit le siège des militants mobilisés par et autour d'Éloi Machoro.

19. La catégorie de « communauté ethnique » est reprise par Alain Christnacht (2004). Nous assistons à une mise en œuvre des technologies politiques régulant les populations ; ce qu'il est convenu d'appeler depuis Foucault le biopouvoir.

20. On trouve les textes et photographies de ce congrès dans Burck (2012 : 138-149). Christian Burck, militant de l'Union calédonienne, frère de François Burck ; Yéiwéné Yéiwéné, militant originaire de l'île de Maré, membre du bureau politique ; Maurice Lenormand, ancien député, membre du bureau politique ; Gérard Cortot, militant devenu un des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, institution créée en 1998 avec le dispositif de l'accord de Nouméa ; Jean-Marie Tjibaou, membre du bureau politique.

21. « Le discours révolutionnaire, quand il prend la forme d'une critique de la société existante, joue le rôle de discours parrésiasique » (Foucault, 2009 : 169).



PHOTOS 3-4 – Machoro brisant l'urne à la mairie de Canala le 18 novembre 1984 (3. cliché de Louise Takamatsu, in *Les Nouvelles calédoniennes*, 19/11/ 1984; 4. cliché centré sur les militants, de *L'Avenir calédonien*). Auparavant, Léopold Jorédié avait prononcé un discours pour expliquer le sens de ce geste. Ceci explique en partie l'immobilité des assesseurs LKS (Libération kanak socialiste) et RPCR. La première allait faire le tour de la planète

matifs – « Il faut donc quelque chose de plus que le boycott actif » et « Le Combat ne doit pas cesser faute de combattants. » – sont des impératifs. Ces discours sont des actes décidant de passer de la finitude d'un parcours vers l'ouverture d'une trajectoire nationale. Faire du 18 novembre 1984 une journée décisive, un événement marquant, un tournant décisif où « plus rien ne sera plus comme avant », oblige le militant politique à devenir un révolutionnaire. Le mode d'être et les façons de dire et de faire correspondent au style ou à une esthétique de l'existence au sens puissant conféré par *L'Histoire de la sexualité* de Michel Foucault, devenir ce qu'on est. Certains ont voulu voir des oppositions entre Machoro et Tjibaou au point d'accuser le second de trahison et de complicité d'assassinat vis-à-vis du premier. Le style direct et concis de Machoro n'est pas celui sinueux et oblique de Tjibaou. Dans leurs différences, on doit lire non pas un différend mais une différenciation se complétant chacune pour contribuer à la constitution du peuple kanak et de sa souveraineté, Kanaky²². Dans le même ordre de comparaisons, Éloi Machoro inscrivait sa trajectoire dans le sillage his-

torique de celle d'Ataï²³ (Coulon, 1985 ; Jorédié, 1985 ; Dohouade et Machoro Louis, 2011 : entretiens à Canala) et de « La guerre de 1878 » (Bensa, 2004 ; Millet, 2004). Tjibaou, quant à lui, ne cessait, aux moments les plus critiques des pourparlers et négociations avec la France, de se ressourcer à la « guerre de 1917 » (Mokaddem, 2004, 2005 ; Muckle, 2012).

La conversion du parcours en trajectoire s'opère précisément du 18 novembre 1984 jusqu'à la mort brutale d'Éloi Machoro, le 12 janvier 1985. La vélocité de la trajectoire correspond à l'intensité et scansion de la séquence d'événements. Au point que beaucoup ont fait de la vélocité d'Éloi Machoro une légende (Aïfa, 2005 : entretien à Bourail). Il sillonne le nord du territoire déjouant les contrôles des gendarmeries et les contre-barrages routiers des milices « loyalistes » pour informer les comités de lutte (Dohouade, 2011). Il assiège la ville de Thio, fief de la puissante Société Le Nickel (SLN), poumon économique du territoire. Ensuite, il veut encercler le principal village de la côte ouest, La Foa. Le 9 janvier 1985, l'assassinat non élucidé d'un jeune Calédonien, Yves Tual, neveu du maire évincé de Thio Raymond Galliot, provoque le 10

22. J'avais déjà traité de ce prétendu différend entre les deux leaders kanak (Mokaddem, 2005 : 193-214) ; certains militants nationalistes avaient accusé Tjibaou de trahison suite à l'assassinat de Machoro en 1985 ; Isabelle Leblac, Patrice Godin et Raphaël Mapou ont attiré mon attention sur ce point précis par leurs remarques critiques.

23. NDLR. – Cette étude de la trajectoire d'Éloi Machoro est très liée à l'histoire de la colonisation de la région xârâcùu et, notamment, à la question de l'implication des gens de la région dans la révolte de 1878 : beaucoup de gens de Canala notamment furent des alliés de l'Administration coloniale de l'époque et c'est le Grand Chef Nondo, dit-on, qui est l'instigateur de l'assassinat d'Ataï, mais les choses sont plus complexes (voir le texte de Saussol ci-dessus : « En marge de l'insurrection kanak de 1878 : Nos "fidèles alliés Canala", mythe ou réalité ? »). Ainsi, pour comprendre la détermination d'Éloi, il faut prendre aussi en compte ces données historiques de la région de xârâcùu. D'ailleurs, Éloi, en son temps, avait parlé d'une coutume qu'il voulait faire aux gens de La Foa pour s'excuser du passé, c'est-à-dire de la participation des gens de Canala à l'assassinat du grand chef Ataï. Cette coutume de réconciliation eut d'ailleurs lieu en 1981, donc trois ans avant les événements. Le monument célébrant Nondo est toujours à Canala et est toujours entretenu par les gens de son clan. Ce moment douloureux de l'histoire kanak est souvent oublié parce que personne n'en parle ; mais tous les Kanak de la région la connaissent. Et Éloi aussi la connaissait. Mais, au moment de la recherche d'unité du peuple kanak pour la construction d'un destin commun avec les autres, parler de cela risque de diviser. Par manque de temps – nécessité de faire des enquêtes ethnographiques de terrain sur ce point précis – et manque de place ici, l'auteur de cet article a préféré remettre à plus tard la poursuite de ce parallèle suggéré par la rédaction.

janvier 1985 des émeutes, organisées par les milices de la mairie, à Nouméa ciblant des points précis : incendies de la maison de l'ethnologue Jean Guiart, dont le fils René Guiart milite sur la côte Ouest (Guiart R., 2001), du bateau de Jean-Marie Kohler, sociologue à l'ORSTOM, du local de l'USTKE et de la station service d'André Dang. Le 11 janvier, Edgard Pisani, nommé par le Président de la République Ministre de la Nouvelle-Calédonie, décrète le couvre-feu et ordonne le 12 janvier la neutralisation par le GIGN d'Éloi Machoro. La trajectoire stoppée nette au lieu-dit La Bachelerie, non loin de l'endroit où Ataï fut décapité en 1878, rejoint le mouvement de fond du peuple kanak déjà mentionné (Coulon, 1985 ; Jorédié, 1985 ; Burck, 2012). On doit dire que Machoro, avec d'autres militants, personifie dans la mémoire collective, la conversion du peuple autochtone en peuple national de Kanaky. La décision d'inscrire l'action au niveau national et international anticipe sur la décision de construire l'économie de Kanaky. Les gestions des premières institutions décentralisées, les Régions « Pisani/Fabius » créées en 1985, allaient permettre aux Kanak de participer à la maîtrise des leviers de l'économie du territoire (Leblic, 1993).

Les modalités des actions : nouvel objet des recherches d'anthropologie politique ?

Les modalités des actions correspondent aux logiques d'accélération des événements. Elles expriment ces correspondances. La trajectoire s'oriente et converge vers la mise en place de l'identité nationale du peuple kanak. Le sens de l'action d'Éloi Machoro change les paradigmes des actions et provoque de nouvelles règles politiques. Pour reprendre une image d'Arendt que cite Alban Bensa au sujet de la construction architecturale du centre culturel Tjibaou par Renzo Piano, la trajectoire fulgurante d'Éloi Machoro ouvre une « brèche dans le temps » (Arendt, 1989 : 21 ; Bensa, 1995 : 326). Au jeu forcé et tronqué des règles formelles de la démocratie, Éloi Machoro oppose le geste performatif de briser l'urne électorale à coup de hache. La concision du geste supplée à la parole²⁴. La démocratie parlementaire fonctionne en minorant le peuple kanak et en le marginalisant en dehors de l'économie du territoire, notamment la maîtrise des leviers du nickel. L'action d'assiéger le village minier de Thio, de sillonner la Nouvelle-Calédonie pour propager le mot d'ordre et d'associer tous les pays et régions kanak au mouvement du peuple kanak, puis d'encercler La Foa,



PHOTO 5. – Atribus à Coula (Houaïlou). Ignace Wéma, auteur du portrait, pose avec sa fille devant le dessin de Machoro qu'il avait effectué en 1984-1985 pour marquer le territoire de Kanaky (cliché de l'auteur, février 1991)

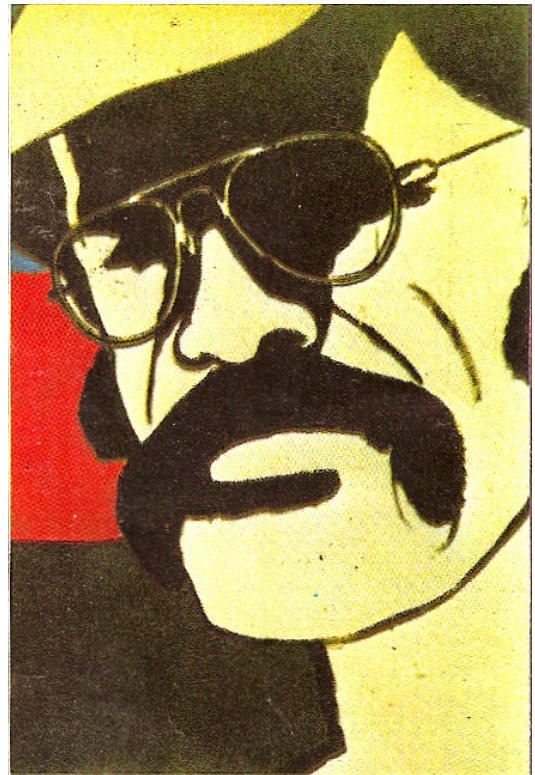


PHOTO 6. – Atribus à Touho, peinture de Machoro fait par Jean-Marie Poadja (cliché de l'auteur, 1990)

24. On pourrait comparer ce geste performatif à celui des Cyniques grecs dont les études ont été remises au goût du jour par Michel Foucault, à la différence qu'Éloi Machoro ne se limitait pas à une critique de l'ordre de la société coloniale, il voulait construire une société.

est une volonté de reconquérir la souveraineté territoriale de Kanaky. Pour évaluer ces logiques, l'ethnologie doit changer de méthode. Il ne s'agit ni de faire une enquête monographique ni de produire des analyses quantitatives pour mesurer les régularités des parcours mais d'analyser les vecteurs et intensités des trajectoires transformées en trajectoires nationales. Pour être encore plus précis, l'attention doit se porter sur les modalités articulant « trajectoire singulière » et « trajectoire nationale ». Ces transformations du « parcours politique » en « trajectoire nationale » passent par des modes opératoires que je désigne par le concept de conversion. La trajectoire d'Éloi Machoro est une trajectoire nationale parce qu'elle réussit par l'action et le discours à exprimer en même temps « montée en puissance du nationalisme kanak » et « devenir du peuple kanak ». Le peuple kanak s'est constitué en peuple par la prise de conscience historique des groupes « canaques ». Nous sommes en droit de dire et nous devons affirmer qu'Éloi Machoro a puissamment contribué à actualiser une prise de conscience historique nationale. Il l'a fait en couplant « action révolutionnaire » et « conception de la société à construire ».

Recherches scientifiques et recherche de la vérité

Une étude de l'action et des discours sous-tendant l'action d'un acteur important – pour ne pas dire incontournable – du mouvement nationaliste kanak permet de clarifier l'échec combinant une situation locale et régionale avec la politique de l'État de la République française dans le Pacifique Sud et avec les politiques globales et mondiales « occidentales » en Océanie. Éloi Machoro – avec d'autres acteurs – a contribué à la constitution et à l'identité du peuple kanak reconnu par le droit international et par le droit de la Constitution de la V^e République française. On peut ironiser et reprocher à l'étude de se focaliser sur une séquence d'événements très courte dont le caractère microscopique semble survaloriser une action aux dépens d'actions globales et internationales (Sahlins, 1985 ; Thomas, 1989 ; Ballard, 2003). Il me semble au contraire que porter l'attention sur cette séquence, permet d'étudier au plus près

la manière dont s'est opérée la conversion d'une « ethnie » ou de « groupes ethniques canaques » en « peuple national kanak ». Elle permet de voir comment s'est constituée une identification graduelle et progressive du peuple par la revendication d'une souveraineté nationale dénommée « Kanaky²⁵ ». La reconnaissance de la souveraineté de « Kanaky » et de l'existence du « peuple kanak » a été rendue possible par des décisions, des actions et des discours contemporains d'une révolution nationaliste. Pour décrire ces actions et discours, la recherche anthropologique doit se démarquer de son double, la sociologie des sciences politiques, et renouveler les méthodes ethnographiques pour comprendre, à partir d'entretiens et de lectures de documents (presses, courriers, reportages télévisés de l'époque, etc.), l'action d'un leader située aux croisements des contraintes régionale, nationale et internationale. Cependant, ce type de démarche trouve sur sa route un double obstacle épistémologique.

L'obstacle de la représentation

Il y a l'écran ou la résistance au sens « analytique » de la représentation ou du « fantasme » des mémoires collectives. Éloi Machoro n'est pas (re)connu. L'opinion du « *peuple calédonien* » lui préfère l'image « pacifiste » de Tjibaou dont elle ne retient que le geste de la poignée de main avec Jacques Lafleur lors de la signature de l'accord de Matignon en mai 1988. De l'autre côté, les jeunes générations kanak ne retiennent que la figure iconoclaste du « Che Guevara kanak²⁶ ». D'un côté, Éloi Machoro incarne la violence structurelle des événements responsables de l'exode des communautés « ethniques » vers Nouméa. D'un autre, nous avons l'image romancée et romantique du révolutionnaire mort en héros et en martyr d'une cause. Ni hagiographie, ni regard clinique sur la violence, indicateur et connecteur de l'histoire ethnographique mettant au même niveau axiologique une violence révolutionnaire avec n'importe quelle forme de violence, la recherche ethnographique doit aider à comprendre le devenir actuel des ethnies en peuples. Examiner la trajectoire de Machoro permet d'expliquer le devenir du peuple kanak et dans une certaine mesure, celui des autres communautés. Un chercheur doit surmonter les par-

25. On doit citer ici un extrait du point 3 du préambule de l'accord de Nouméa signé en mai 1998 : « La colonisation a porté atteinte à la dignité du peuple kanak qu'elle a privé de son identité. Des hommes et des femmes ont perdu dans cette confrontation leur vie ou leurs raisons de vivre. De grandes souffrances en sont résultées. Il convient de faire mémoire de ces moments difficiles, de reconnaître les fautes, de restituer au peuple kanak son identité confisquée, ce qui équivaut pour lui à une reconnaissance de sa souveraineté, préalable à la fondation d'une nouvelle souveraineté, partagée dans un destin commun. ».

26. Un étudiant kanak, Goué Gilles, de l'université de la Nouvelle-Calédonie, dans le cadre d'un brillant exposé en 2012 sur « Éloi Machoro et les statuts politiques de la Nouvelle-Calédonie » et d'autres, dans le cadre de conversations informelles, reprennent l'image de « Che Guevara kanak » ; voir également sur ce point, le témoignage de Louis-José Barbançon, alors professeur d'histoire-géographie dans un collège d'un quartier populaire de Nouméa, chef-lieu du Territoire (Barbançon, 1995).

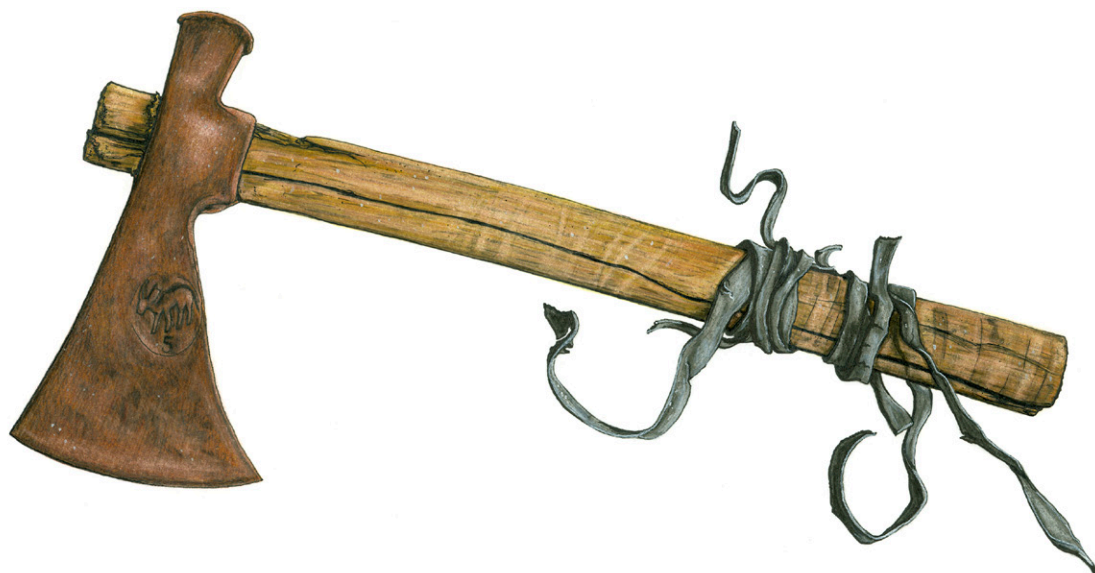


PHOTO 7. — « La hache d'Éloi », œuvre de Miriam Shwamm d'après un exemplaire en possession de François Burck (avec son autorisation). Ce tamioç était celui d'Éloi lors du barrage routier de Fonhwary (La Foa) le 24 septembre 1981 contemporain de l'enterrement de Pierre Declerq, secrétaire général de l'UC, assassiné et dont le ou les auteurs n'ont jamais été identifiés.

tis pris binaires dont chacun détient une part de vérité. Je dois dire qu'en Kanaky/Nouvelle-Calédonie, écrire ou publier sur Machoro provoque des réactions vives (évoquées en début d'analyse) vous sommant à basculer d'un côté ou de l'autre.

L'anachronisme réglé

L'autre obstacle épistémologique, concept de Gaston Bachelard que j'infléchis vers un sens différent, est plus théorique en apparence (Bachelard, 1938). Choisir une séquence d'événements courte risque de produire une discontinuité contredisant la continuité des longues durées. Une coupe synchronique et une périodisation aussi mince peuvent produire des transferts ou des projections d'intérêt du temps présent sur un passé déformé et transformé. Je recours à un autre concept bachelardien, celui de « récurrence ». Par récurrence, il s'agit de partir de concepts mobilisés aujourd'hui, comme ceux de « peuple autochtone » et de « peuple kanak », pour retracer leurs généalogies²⁷. Pour comprendre comment s'est constitué le peuple kanak, il est impératif de revenir au contexte chronologique et au moment où les groupes « canaques » ont pris conscience de leur unité nationale. De la même manière, on ne peut comprendre la manière dont les communautés calédoniennes décident de se poser en communautés constituées par une

histoire singulière qu'en revenant par *récurrence* sur les moments les ayant obligés à se regarder « soi-même comme un autre ». Comprendre la genèse et constitution du peuple kanak signifie expliquer comment ce peuple s'est constitué en peuple national de Kanaky et, regard en miroir, comment l'ensemble des autres communautés calédoniennes furent obligées de se regarder elles-mêmes en rapport à la revendication du peuple kanak. Se focaliser sur une séquence d'événements aussi brève marque forcément une discontinuité par rapport aux longues durées. Mais, il me semble que la séquence d'événements « 18 novembre 1984/12 janvier 1985 », correspondant à l'historicité de la trajectoire d'Éloi Machoro, permet de déterminer les actuelles formations identitaires ou encore les placements des communautés et/ou peuples dans l'espace politique en train de se constituer.

Je connais et mesure les risques encourus à entreprendre de telles recherches. Je reste convaincu que c'est au prix de tels risques qu'on fait de la recherche scientifique une recherche de la vérité.

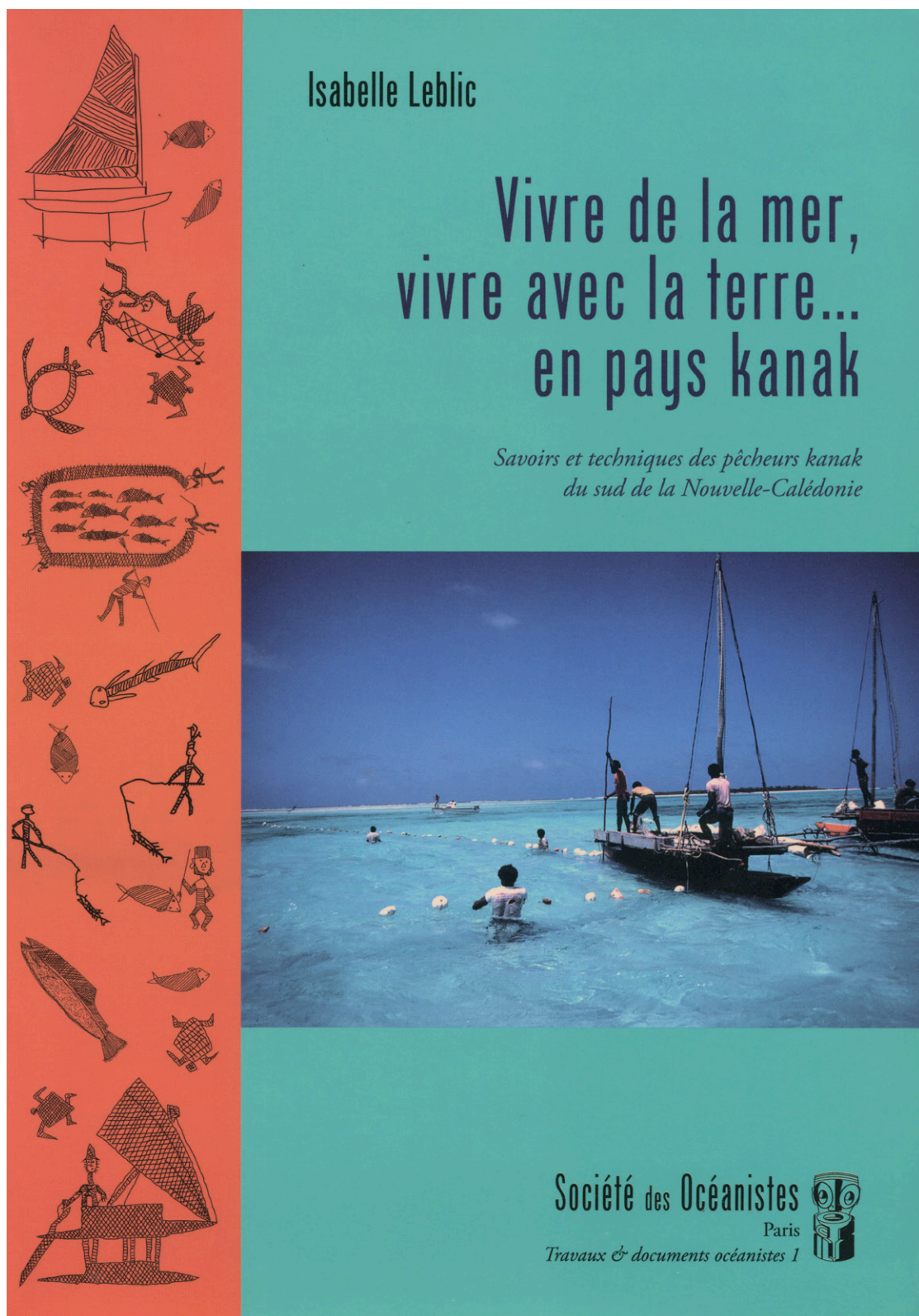
BIBLIOGRAPHIE

ARENDT Hannah, 1989. *La crise de la culture*, Paris, Gallimard-Folio, coll. Essais.

27. Les redistributions récurrentes dans les savoirs font apparaître pour l'historien des sciences plusieurs passés, plusieurs enchaînements, plusieurs hiérarchies d'importance, plusieurs réseaux de détermination, plusieurs téléologies, etc. Cf. Foucault (1969 : 11).

- BACHELARD Gaston, 1938. *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin.
- BALLARD Chris, 2003. La fabrique de l'histoire. Événement et récit dans les Hautes Terres de Nouvelle-Guinée, in Isabelle Merle et Michel Naepels (éds), *Les rivages du temps. Histoire et anthropologie du Pacifique*, Paris, L'Harmattan, coll. Cahiers du Pacifique sud contemporain 3, pp. 111-134.
- BARBANÇON Louis-José, 1995. *La Terre du lézard*, Nouméa, Île de Lumière, Nouvelle-Calédonie.
- , 2008. *Il y a 25 ans : le gouvernement Tjibaou (18 juin 1982-18 novembre 1984)*, Nouméa Cahiers des conférences de l'ADCK (Agence de développement de la culture kanak).
- BELLIER Irène, 2012. Retour sur la négociation de la Déclaration des Droits des Peuples Autochtones : reconnaître le principe d'égalité pour avancer vers de pragmatiques interprétations, in S. Pessina-Dassonville (éd.), *Le statut des autochtones à la croisée des savoirs. Cahiers d'Anthropologie du Droit 2011-2012*, Paris, Karthala, pp. 73-95.
- BENSA Alban, 1995. La société mélanésienne est éminemment politique, in *Chroniques kanak. L'ethnologie en marche*, Paris, Ethnies Documents 18-19, pp. 146-153 (rééd. de 20-21/01/1985, Entretien avec M. Kajman, *Le Monde*).
- , 2004. Présentation, in Michel Millet, *1878. Carnets de campagne en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Anacharsis, pp. 5-47.
- BESSET Jean-Paul, 1988. *Le dossier calédonien. Les enjeux de l'après-référendum*, Paris, La Découverte, coll. Cahiers libres.
- BURCK François, 2012. *Mon cheminement politique avec Éloi Machoro (1972-1985)*, Lifou, éditions de la Province des îles, Nouvelle-Calédonie.
- COULON Marc, 1985. *L'irruption kanak. De Calédonie à Kanaky*, préface de Léopold Jorédié, (ministre FLNKS), Paris, Messidor/éditions sociales, coll. Politique.
- DOMMEL Daniel, 1993. *La crise calédonienne. Rémission ou guérison ?*, Paris, L'Harmattan.
- DOUSSET-LEENHARDT Roselène, 1970. *Colonialisme et contradictions. Études sur les causes socio-historiques de l'insurrection de 1878 en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Mouton.
- FOUCAULT Michel, 1969. *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- , 2009. *Le Courage de la vérité. Cours du Collège de France 1983-1984*, Paris, Gallimard/Seuil, coll. Hautes études.
- GUIART René, *Le feu sous la marmite*, Nouméa, Le-Rocher-à-la-Voile, coll. Documents pour servir à l'intelligence du temps présent.
- JORÉDIÉ Léopold, 1985. Préface, in Marc Coulon, *L'irruption kanak. De Calédonie à Kanaky*, Paris, Messidor/éditions sociales, coll. Politique.
- KAPOERI Channel, 1989, Témoignage, in *Le Mémorial calédonien IX : 1981-1988*, Nouméa, Pacifique Presse Communication, pp. 375-376.
- KOTRA Wallès, 2009. *Conversations calédoniennes avec Jacques Lafleur*, Pirae-Tahiti-Polynésie française, Au Vent des Îles.
- LAFLEUR Jacques, 2000. *L'assiégé. Vingt-cinq ans de vie politique. Une histoire partagée avec la Nouvelle-Calédonie*, Paris, Plon.
- LEBLIC Isabelle, 1993. *Les Kanak face au développement. La voie étroite*, Grenoble, PUG, avec la collaboration de l'ADCK (Nouméa).
- , 1999 (9/06). Ethnologie et médias : une rencontre difficile. Une expérience liée à la Nouvelle-Calédonie, communication à la journée de l'AFA (Association française des anthropologues) *Anthropologie et médias à l'IRESO-Paris* (consultable sur HAL : http://hal.archives-ouvertes.fr/index.php?halsid=f2kidego5bmjv9t5ljrsvp2ac1&view_this_doc=hal-00201040&version=1).
- , 2003. De la démocratie à la base. Coutume et militantisme kanak dans les années 1985-1986, in F. Audigier et J.-M. Regnault (eds), *François Mitterand et les territoires français du Pacifique (1981-1988) : Mutations, drames et recompositions, enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, pp. 311-319.
- , 2007. Kanak Identity, New Citizenship Building and Reconciliation, *Journal de la Société des Océanistes* 125 : Dossier 6^e conférence de l'Esfo à Marseille (juillet 2005), pp. 271-282 (consultable sur <http://jso.revues.org/1004>).
- , 2010. Parcours en anthropologie maritime, en technologie, en anthropologie de la parenté et des rituels, de la Bretagne à la Nouvelle-Calédonie kanak, mémoire de synthèse pour la soutenance de l'HDR à l'EPHE-Paris (consultable sur HAL : <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00829158>).
- LEBLIC Isabelle (éd.), 2004, *De l'adoption : des pratiques de filiation différentes*, Clermont-

- Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal (Anthropologie), 336 p.
- MACHORO Éloi, 1983 (15/01). Lettre adressée à Jacques Roynette, Haut-commissaire de la République, archives de l'UC, in François Burck, 2012. *Mon cheminement politique avec Éloi Machoro (1972-1985)*, Lifou, éditions de la Province des îles, Nouvelle-Calédonie, pp. 123-126.
- , 1984 (30/05). Lettre à François Burck, archives de l'UC, in Hamid Mokaddem, 2011. *Le discours politique kanak (Jean-Marie Tjibaou, Rock Déo Pidjot, Éloi Machoro, Raphaël Pidjot)*, Koohné, les éditions de la Province nord, Nouvelle-Calédonie, p. 53.
- , 1984 (4/07). Bilan Assemblée territoriale Machoro, interview de 16 min 32, Radio France outre-mer, archives audiovisuelles de RFO, Nouméa, Nouvelle-Calédonie.
- , 1984 (1/11). Discours d'ouverture du xv^e congrès de l'UC à Touho, archives de l'UC, in Hamid Mokaddem, 2011. *Le discours politique kanak (Jean-Marie Tjibaou, Rock Déo Pidjot, Éloi Machoro, Raphaël Pidjot)*, Koohné, les éditions de la Province nord, Nouvelle-Calédonie, pp. 137-154 et/ou in François Burck, 2012. *Mon cheminement politique avec Éloi Machoro (1972-1985)*, Lifou, éditions de la Province des îles, pp. 138-149.
- , 1984 (17/11). Lettre du 17 novembre 1984 adressée à François Burck, archives de l'UC, in Hamid Mokaddem, 2011. *Le discours politique kanak (Jean-Marie Tjibaou, Rock Déo Pidjot, Éloi Machoro, Raphaël Pidjot)*, Koohné, les éditions de la Province nord, pp. 155-158.
- MILLET Michel, 2004. *1878. Carnets de campagne en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Anachorèses.
- MISSOTTE Philippe, 2005. Entretien ethnographique, Nouméa.
- MOKADDEM Hamid, 2004. *L'œil du père Rouel. Autour d'une série de photographies d'Alphonse Rouel en Nouvelle-Calédonie (1913-1969)*, Nouvelle-Calédonie, Expressions.
- , 2005. *Ce souffle venu des ancêtres... L'œuvre politique de Jean-Marie Tjibaou (1936-1989)*, Koohné, Expressions/Karthala.
- , 2010. De Kaledoun à Kanaky/Nouvelle-Calédonie. Les Calédoniens-Algériens de Nouvelle-Calédonie aujourd'hui, conférence non publiée, centres culturels français d'Alger et d'Annaba (Algérie).
- , 2011. *Le discours politique kanak (Jean-Marie Tjibaou, Rock Déo Pidjot, Éloi Machoro, Raphaël Pidjot)*, Koohné, les éditions de la Province nord.
- MUCKLE Adrian, 2012. *Specters of Violence in a colonial context. New Caledonia 1917*, Honolulu, University of Hawai'i Press.
- NAEPELS Michel, 1998. *Histoire de terres kanakes. Conflits fonciers et rapports sociaux dans la région de Houailou (Nouvelle-Calédonie)*, Paris, Belin, coll. Socio-histoire.
- , 2013. *Conjurer la guerre. Violence et pouvoir à Houailou (Nouvelle-Calédonie)*, Paris, éditions EHESS.
- PIDJOT Roch, Déo, 1984 (31/07). Discours, Archives de l'UC, in Hamid Mokaddem, 2011. *Le discours politique kanak (Jean-Marie Tjibaou, Rock Déo Pidjot, Éloi Machoro, Raphaël Pidjot)*, Koohné, les éditions de la Province nord, Nouvelle-Calédonie, pp. 131-135.
- ROYNETTE, Jacques, 2008. *Le piège calédonien*, Paris, L'Harmattan.
- SAHLINS Marshall, 1985. *Islands of History*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SALAÜN Marie, 2013. *Décoloniser l'école ? Hawaï, Nouvelle-Calédonie. Expériences contemporaines*, Rennes, PUR.
- SAND Christophe, 2010. *Lapita calédonien. Archéologie d'un premier peuplement insulaire océanien*, Paris, Société des Océanistes, coll. Travaux et documents océanistes 2.
- THOMAS Nicholas, 1989. *Out of Time: History and Evolution in Anthropological Discourse*, Chicago, The University of Michigan Press.
- TRÉPIED Benoît, 2010. *Une mairie dans la France coloniale. Koné, Nouvelle-Calédonie*, Paris, Karthala.
- WADDELL Eric, 2008. *Jean-Marie Tjibaou, Kanak Witness to the World: An Intellectual Biography*, Hawai'i, University of Hawai'i Press, Pacific Islands Monograph Series.
- WITTERSHEIM Éric, 2006. *Des sociétés dans l'État. Anthropologie des situations post-coloniales en Mélanésie*, Paris, Aux lieux d'être.



2008, 288 p., bibliogr., glossaires, index, plus de 600 ill. en noir & blanc ou en couleur - 38 €.
En vente sur <http://oceanistes.org/oceanie/spip.php?rubrique29> avec paiement en ligne